



**NOTE D'ORIENTATION //**  
**DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE OCÉANIQUE  
DURABLE EN AFRIQUE DU SUD TOUT EN  
RENFORÇANT LA CONSERVATION DU MILIEU  
MARIN**

---

Décembre 2022

CONSERVATION  
SOUTH AFRICA  
Member of the CI Network



# 01/ MESSAGES CLÉS

## DOMAINES D'ACTION STRATÉGIQUES POUR LE SECTEUR MARIN ET CÔTIER

**1** Débloquer des fonds pour la **protection** des écosystèmes marins (et terrestres) à grande échelle, y compris pour les opportunités liées au carbone bleu et au carbone du sol.

**2** Travailler en collaboration avec les **petits producteurs/pêcheurs** pour améliorer les chaînes de valeur basées sur l'économie océanique durable, par exemple l'entreposage frigorifique.

**3** Développer des **entreprises et des compétences** adaptées à l'emploi des jeunes, ainsi qu'à l'amélioration de la biodiversité terrestre et marine, par exemple la mariculture.

**4** Mettre en œuvre des **approches intégrées de la protection marine et terrestre à l'échelle**, qui répondent aux besoins environnementaux, économiques et sociaux d'une zone.

**5** Développer des **modèles de financement innovants**, par exemple des taxes de conservation, qui soutiennent le développement économique par le biais de la protection de l'environnement.

**6** Développer des **moyens de subsistance alternatifs** pour réduire la pression sur les écosystèmes.



© Abaloni

# 02/ INTRODUCTION

## Des océans sains entretiennent la vie sur terre et favorisent des économies océaniques durables.

Des océans sains assurent la sécurité alimentaire, soutiennent la croissance économique, fournissent des moyens de subsistance aux communautés côtières et régulent le climat. Les océans et les côtes d'Afrique du Sud offrent d'énormes possibilités de développement économique, ce qui pourrait réduire la pauvreté et le chômage. Toutefois, ce développement doit se faire dans le respect de la santé des océans et des écosystèmes côtiers, afin de garantir une économie océanique durable. Jusqu'à présent, le pays n'a pas pleinement profité de ce potentiel de la vaste ressource océanique inexploitée.

Il est nécessaire de protéger et de gérer nos océans et d'intégrer ces protections dans un développement économique qui profite aux acteurs locaux. Pour y parvenir, les décideurs doivent comprendre l'ensemble des avantages et des coûts liés à la conservation de la nature afin de prendre des décisions en connaissance de cause et de comprendre les compromis.

### ENCADRÉ : Carbone bleu

Bien que les herbiers marins représentent moins de **0,2 %** des océans de la planète, ils absorbent chaque année environ **10 %** de carbone enfoui dans les sédiments océaniques (**27,4Tg** de carbone par an). Par hectare, les herbiers marins peuvent stocker jusqu'à deux fois plus de carbone que les forêts terrestres [1]. En Afrique du Sud, les marais salants couvrent **14 700 ha** et **67 %** du carbone bleu d'Afrique du Sud est stocké dans les marais salants [2][3][4].

Voici un exemple : En Australie-Méridionale, on a estimé que la contribution économique des habitats d'herbiers marins à la production secondaire dans les eaux du golfe (y compris le golfe de Spencer) s'élevait à **114 millions de dollars** par an. On estime que le coût économique d'un déclin de **16 %** des herbiers marins s'élève à **235 000 dollars** par an [2].



**3 milliards** de personnes au monde consomment quotidiennement du poisson ou des fruits de mer comme source de protéines [5]



**3 à 6 billions de dollars** par an de biens et services au monde [6] et en **Afrique du Sud fournit 35 % du PIB** [7]



**50 fois** plus de carbone absorbé que l'atmosphère – **30 %** des émissions de carbone [8]



**60 millions** de personnes dans le monde employées par le secteur de la pêche [9]

### Malheureusement, l'utilisation non durable des océans et des côtes nuit à la santé des océans et au développement économique à long terme.

Malgré leur importance nationale et mondiale, les écosystèmes marins et côtiers d'Afrique du Sud se dégradent à un rythme accéléré. Les menaces proviennent du développement non durable, de la pollution, de la navigation et de l'exploitation par des pratiques de pêche destructrices.

Les catastrophes liées au climat ont triplé au cours des 30 dernières années, ce qui menace l'économie et l'écosystème des océans. En Afrique du Sud, le changement climatique affecte les espèces de poissons et leur disponibilité dans certaines zones, et les ondes de tempête ont causé des dégâts sur les côtes.



**39 %** des stocks de poissons en Afrique du Sud sont préoccupants en raison des stocks de poissons et de la pression exercée par la pêche. [10]



**Plus de 95 espèces marines exotiques** sont présentes dans les eaux sud-africaines, et 56 espèces sont envahissantes [4].

Les politiques et les cadres réglementaires relatifs au milieu marin et côtier sont interconnectés et les conflits entre les utilisateurs se multiplient. Cela limite les ambitions des objectifs de l'économie océanique et de la conservation des écosystèmes marins et côtiers dont elles dépendent.

**Pourtant, il existe une possibilité de gestion coordonnée des océans et des côtes afin d'optimiser les investissements économiques et environnementaux durables, grâce à la révision des politiques nationales telles que la stratégie et le plan d'action nationaux en matière de biodiversité (NBSAP) et les plans sectoriels marins, pour n'en citer que quelques-uns.**

La production halieutique et l'aquaculture en Afrique du Sud peuvent être **améliorées de 28,5 %** d'ici à 2030 [9]. Des études montrent que les stocks halieutiques sont en train de se reconstituer, inversant en moyenne les déclin

antérieurs [11]. Le programme sud-africain sur l'économie océanique estime que les océans et les côtes peuvent contribuer à hauteur de **177 milliards de rands** au PIB (environ 400 milliards de dollars) et créer jusqu'à **un million** de nouveaux emplois d'ici à 2023. Grâce à une planification adéquate et à des partenariats public-privé, il est possible de débloquer des investissements fondés sur la gestion durable et la protection de son patrimoine naturel et culturel.

**L'objectif de la politique des océans de l'Afrique du Sud est de développer l'économie océanique tout en protégeant l'intégrité des écosystèmes côtiers et marins.** Cela pourrait permettre de passer d'une gestion sectorielle à une gestion coordonnée des océans et des côtes, qui optimiserait les investissements économiques et environnementaux durables et renforcerait la résilience sociale et écologique, améliorant ainsi la capacité des écosystèmes à fournir des services vitaux à la population.

#### **ENCADRÉ : Les avantages de la protection**

L'aire marine protégée (AMP) de Goukamma, dans la province du Cap-Oriental, en Afrique du Sud, est un exemple des avantages de la protection marine. Les chercheurs ont constaté qu'après dix ans de protection, le taux de capture par unité d'effort (une mesure de l'efficacité économique de l'effort de pêche) avait doublé dans l'AMP. Dans les zones plus éloignées de l'AMP, le taux de capture est resté constant, ce qui signifie que l'AMP a entraîné une augmentation de la production totale de poissons.

Bate de Saldagne



© Saldanha Bay Municipality

# 03/ DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE OCÉANIQUE DURABLE : ÉTUDE DE CAS DE LA BAIE DE SALDAGNE

**3.1 JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE DE CAS** / Une étude de cas sur la municipalité locale de la baie de Saldagne, dans la province du Cap-Occidental, en Afrique du Sud, a été réalisée afin de reconnaître les opportunités offertes par l'économie océanique. L'économie océanique est constituée des biens et services fournis par les écosystèmes marins et côtiers et des activités qui génèrent de l'argent à partir de ces écosystèmes [12]. L'étude de cas visait à comprendre comment améliorer les écosystèmes marins et côtiers dont dépend l'économie océanique. La contribution des écosystèmes marins et côtiers à l'industrie locale et à la croissance économique est importante, mais leur **protection n'est pas une priorité** pour toutes les parties prenantes, ni même pour certaines d'entre elles qui ont besoin de ces écosystèmes pour prospérer à long terme.

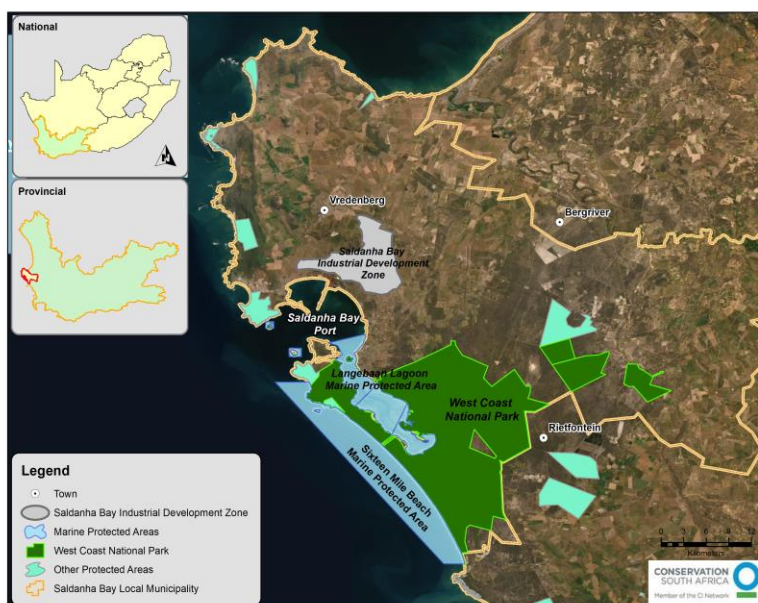
**3.2 CE QUE LA RÉGION A À OFFRIR** / La lagune de Langebaan est la seule lagune non estuarienne d'Afrique du Sud - une étendue d'eau océanique entourée d'une barrière et qui n'est pas traversée par une rivière. Il est alimenté par des aquifères et par l'un des écosystèmes océaniques les plus riches en nutriments au monde, le courant de Benguela. En 1988, la lagune a été déclarée site Ramsar - une zone humide d'importance internationale, notamment en tant qu'habitat pour les oiseaux aquatiques.

Le lagon accueille des milliers d'oiseaux migrateurs en saison, possède une riche faune marine et abrite le mollusque marin le plus menacé d'Afrique du Sud (*Siphonaria compressa*) qui vit dans les herbiers de zostères. Il contient une part importante des marais salants d'Afrique du Sud (32 %) [13] et des herbiers marins (60 %) [3].

Pour préserver l'intégrité des écosystèmes marins et côtiers et d'en gérer efficacement l'utilisation, la majeure partie de la lagune a été déclarée aire marine protégée (AMP). Une AMP permet de poursuivre des activités durables, telles que la pêche récréative et de subsistance et le tourisme, tout en protégeant d'autres zones afin de maintenir la biodiversité et des écosystèmes sains dans le lagon.

La lagune est située à proximité de la baie de Saldagne, un important producteur de moules et d'huîtres. En 2020-21, le port a contribué à hauteur de **1,1 milliard de rands** au PIB et soutenu **1 960** emplois. La zone de développement industriel de Freeport Saldanha (IDZ) est la première zone économique spéciale (ZES) située dans un port et la seule ZES sectorielle d'Afrique du Sud destinée aux secteurs de l'énergie et maritime. Sa situation à l'extrême sud de l'Afrique, dans le port naturel le plus grand et le plus profond (**23 m** de tirant d'eau) de l'hémisphère sud, en fait l'endroit idéal pour accueillir et entretenir une large gamme de navires. Il est idéalement situé pour desservir le trafic maritime de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, et constitue un point de liaison pour les marchés africains et internationaux.

**CARTE à gauche** : Aires marines protégées à l'intérieur et autour de la baie de Saldagne, parc national de la côte ouest et lagune de Langebaan.



## ENCADRÉ : Zone de développement industriel

Entre 2017 et 2022 la SBDIZ a attiré plus de **21 milliards de rands** en investissements. La SBDIZ réfléchit à la manière d'intégrer la nature dans ses plans de croissance. La SBDIZ est l'une des plus grandes opportunités de la municipalité locale de la baie de Saldagne, car elle est encore en cours de développement et pourrait offrir des opportunités de développement économique durable et respectueux de l'environnement.

**3.3 CE QUI MENACE LA ZONE** / La vulnérabilité croissante des écosystèmes marins et côtiers aux changements à grande échelle est due aux activités humaines, notamment la pollution, le chalutage de fond et les aménagements côtiers. Une mauvaise gestion, telle que la surpêche et l'extraction d'eau douce, menace le lagon. Le changement climatique exacerbe ces impacts et n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques, la planification et le développement.

Plus de **25** espèces marines exotiques sont présentes dans le lagon, **90 % d'entre elles sont envahissantes** et ont été introduites en Afrique du Sud principalement par le biais du transport maritime. La plupart d'entre elles sont confinées dans les ports, mais beaucoup se répandent dans les écosystèmes marins et côtiers et leur impact à long terme n'est pas encore totalement compris.

Les autres menaces sont le manque de compétences, le chômage et l'expansion du secteur informel. Le taux de chômage dans la municipalité locale de la Baie de Saldagne au moment du recensement de 2011 était de **23,4 %**. Les menaces sont également dues à l'augmentation des conflits liés à la réduction des quotas, qui sont largement en défaveur des petits pêcheurs. Les petits pêcheurs pensent que s'ils étaient inclus dans les processus de prise de décision sur les droits de pêche et la gestion de (leurs) ressources marines, ils pratiqueraient une pêche durable et une meilleure gestion de la pêche.

Le parc national de la côte ouest est confronté à des problèmes de gestion. Il s'agit notamment d'un manque de personnel, d'un manque d'équipement et d'un financement inadéquat. Par conséquent, les activités de suivi, de contrôle et de surveillance ne sont pas menées de manière adéquate.

## 3.4 POSSIBILITÉS D'OPTIMISATION DE LA CONSERVATION ET DE L'ÉCONOMIE OCÉANIQUE DÉCOULANT DE L'ÉTUDE DE CAS

/ L'étude de cas a révélé qu'il n'existe pas de lien explicite entre le développement de l'économie océanique en Afrique du Sud et la conservation des ressources marines dans la région, mais qu'il existe de nombreuses possibilités d'optimiser ces liens en mettant en œuvre les éléments suivants :

- 1 Orienter la politique environnementale, telle que le plan d'action stratégique national pour la biodiversité (NBSAP) et les incitations à l'investissement** de manière à ce qu'elle s'aligne sur la biodiversité, la protection de l'environnement et le changement climatique.
- 2 Renforcer les objectifs nationaux de protection tout en augmentant le nombre d'emplois et le développement économique**, de façon interconnectée. L'un des moyens d'y parvenir est d'adopter une approche fondée sur les paysages marins. Selon la définition de Conservation International, l'approche des paysages marins permet de créer des coalitions entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile afin d'harmoniser l'utilisation durable et la protection des écosystèmes marins et côtiers.
- 3 Donner la priorité à l'esprit d'entreprise**, par exemple dans les domaines de la gestion des déchets, du tourisme et des énergies renouvelables, pour créer des emplois et des opportunités commerciales qui soutiennent le développement d'une économie bleue respectueuse de l'environnement et créer d'autres opportunités économiques pouvant améliorer les chaînes de valeur de la pêche ou alléger la pression exercée sur les pêcheries, comme l'aquaculture.
- 4 Aligner la croissance municipale sur les plans de développement locaux et développer les compétences nécessaires pour attirer de nouveaux investissements et de nouvelles industries.**

**5 Impliquer les petits pêcheurs** par le biais d'accords de conservation, où des incitations telles que l'accès au marché sont fournies en échange d'une pêche durable. Cette initiative peut s'appuyer sur des plateformes telles que [Abalobi](#).

**6 Identifier et débloquer les opportunités de carbone bleu** par la protection des marais salants et des herbiers marins que contient la lagune de Langebaan, ainsi que d'autres espèces d'algues et de varechs.

**7 Faire coïncider l'ambition en matière de développement économique avec l'ambition en matière de protection** afin de garantir une économie durable et la protection à long terme des écosystèmes marins et côtiers dont dépend l'économie.

**8 Étudier l'amélioration de la viabilité financière ainsi que l'identification et l'obtention de financements innovants** en intégrant les aires protégées terrestres et marines dans l'économie locale et régionale. Par exemple, l'industrie paie pour la protection de l'écosystème marin et côtier.

Parc national de la côte ouest et lagune de Langebaan

© Gina Arena

#### LES RÉFÉRENCES

- [1] L'Initiative carbone bleu. Disponible sur : <https://www.thebluecarboninitiative.org/about-blue-carbon>
- [2] McArthur, Lynne & Boland, John (2006) La contribution économique des herbiers marins à la production secondaire en Australie-Méridionale. La modélisation écologique. 196.
- [3] Raw et al (2022) Puits de carbone bleu en Afrique du Sud et nécessité de restauration pour améliorer la séquestration du carbone. Science de l'environnement total.
- [4] État de la baie (2022) Saldagne et Langebaan
- [5] The Financial (2020). Plus de 3 milliards de personnes dépendent de l'océan pour leur subsistance. Disponible sur : <https://finchannel.com/more-than-3-billion-people-rely-on-the-ocean-for-their-livelihoods/>
- [6] Nations Unies (2017). Explorer le potentiel de l'économie bleue. Disponible sur : <https://www.un.org/en/desa/exploring-potential-blue-economy>
- [7] WWF (2016) Les océans : faits et avenir ; Évaluation de l'économie océanique de l'Afrique du Sud.
- [8] Gloege, L. (2021), L'océan contient 50 fois plus de carbone que l'atmosphère. Disponible sur : <https://medium.com/climate-conscious/the-ocean-holds-50-times-more-carbon-than-the-atmosphere-bd6e5f691615>
- [9] FAO (2022) La situation de la pêche et de l'aquaculture dans le monde.
- [10] DFFE (2020) État des ressources halieutiques marines de l'Afrique du Sud
- [11] Hilborn et al. (2020) a évalué 882 stocks halieutiques dans le monde (principaux stocks dans les Amériques, en Europe, en Afrique du Sud, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Pérou, au Chili, au Japon, dans la Fédération de Russie, en Méditerranée et en mer Noire, ainsi qu'en Afrique du Nord-Ouest
- [12] OECD (2016) L'économie des océans en 2030, Éditions OCDE, Paris.
- [13] Adams et al. (2019) Le changement climatique et les écosystèmes de carbone bleu d'Afrique du Sud. Rapport de la CMR n° K5/2769.
- [14] McKinsey & Company (2020) Valoriser la conservation de la nature : Une méthodologie pour quantifier les bénéfices de la protection du capital naturel de la planète.

Conservation South Africa souhaite remercier toutes les parties prenantes pour leur engagement et leur volonté de partager leurs connaissances sur la région de la baie de Saldagne afin d'informer la présente note d'orientation et l'étude de cas qui l'accompagne. Nous remercions les parties prenantes qui ont participé à l'excursion et le fonds qui a rendu possible l'excursion, l'étude de cas et la note d'orientation. Nous tenons à remercier le professeur Hara de l'Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies pour le temps qu'il a consacré à l'élaboration de l'étude de cas. Nous remercions tout particulièrement nos partenaires techniques pour les informations qu'ils nous ont fournies, ainsi que nos partenaires d'apprentissage qui ont participé à la visite sur le terrain et à l'élaboration de l'étude de cas.

#### Les partenaires techniques



#### Les partenaires d'apprentissage

